



Projet financé par
l'Union européenne



Webinaire

Maximiser le commerce intra-africain dans le contexte de la ZLECAf : le rôle du commerce électronique et du secteur privé

Note de conceptuelle

Date : Décembre 11,2020

Heure (matin) : 10h:00 à 12h:00, heure Yaoundé (GMT+ 1)

Réunion Virtuelle



Projet financé par
l'Union européenne



1. Contexte

L'accord établissant la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est entré en vigueur le 30 mai 2019. Une fois opérationnel, la ZLECAf devrait devenir la plus grande zone de libre-échange au monde par le nombre de pays participants, représentant un marché de plus de 1,2 milliard de personnes avec un PIB combiné dépassant 2500 milliards de dollars US. La création de la ZLECAf devrait permettre de développer des chaînes de valeur régionales, avec une augmentation significative du commerce intra-africain, et constituera une étape importante vers la mise en œuvre du Programme 2030 des Nations Unies et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine pour la transformation socio-économique du continent africain. La ZLECAf couvre le commerce des biens, le commerce des services, l'investissement, la propriété intellectuelle et la politique de la concurrence. Le commerce électronique a été inclus dans la ZLECAf par une décision du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine qui s'est tenue en février 2020 et sera couvert par la troisième phase de négociations qui devrait aboutir à un protocole spécifique sur le commerce électronique.

La Stratégie globale de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030) constitue une autre étape cruciale pour le développement du commerce électronique au niveau continental. Cette stratégie présente des objectifs politiques liés au commerce électronique, notamment la création d'un marché numérique unique continental aligné sur la zone de libre-échange de l'Afrique, l'émergence d'un cadre réglementaire favorable au commerce électronique au niveau continental, la création d'un espace de paiement africain unique et des solutions aux problèmes tels que la livraison et le paiement des colis. La mise en œuvre de la ZLECAf, associée à la stratégie de transformation numérique pour l'Afrique, devrait offrir à l'économie numérique africaine une immense opportunité de se développer et de stimuler le commerce intra-africain. ¹

Le commerce électronique, a le potentiel d'ouvrir de nouvelles opportunités ; il pourrait être le moteur de l'innovation, du développement économique et social, de la création d'emplois dans de nombreux secteurs clés de l'économie, et pourrait maximiser le commerce intra-africain. Le commerce électronique crée déjà de nouveaux marchés en Afrique, et le secteur privé joue un rôle crucial dans le développement du commerce électronique. En outre, la pandémie du Covid-19 a renforcé l'importance des solutions de facilitation du commerce numérique des pays africains. Les experts commerciaux du continent appellent dans le cadre de la ZLECAf à une accélération des négociations sur le commerce électronique. De plus, les gouvernements ont adopté ou sont en train d'adopter de nouvelles mesures de facilitation du commerce, notamment des mesures de commerce sans support papier, pour répondre et atténuer certains des défis posés par la pandémie. Le secteur privé a également développé le commerce électronique, en

¹ TralacBlog Perspectives on Africa's trade and integration (June 2020), An Agenda for AfCFTA Protocol on e-Commerce



Projet financé par
l'Union européenne



mettant en place des services et des technologies permettant d'assurer la continuité des activités.

Néanmoins, le développement du commerce électronique en Afrique se heurte à de nombreux obstacles, notamment une infrastructure et une utilisation inadéquates qui continuent à perpétuer la fracture numérique, le sous-développement du système financier et de paiement, une faible maîtrise des technologies de l'information et de la communication (TIC), en particulier des compétences liées au commerce électronique, un faible pouvoir d'achat et une faible confiance des consommateurs, ainsi que des systèmes et politiques juridiques nationaux imparfaits². Par conséquent, des réformes fondamentales à cet égard devront avoir lieu pour assurer le succès du développement et de l'utilisation du commerce électronique en Afrique.

Dans la sous-région de l'Afrique centrale et dans l'ensemble de la CEEAC, malgré les progrès réalisés en matière d'accès à la numérisation, les réseaux Internet, tout comme l'accès à la large bande, restent très faibles. Selon la Banque africaine de développement (BAD)³, dans la région de l'Afrique centrale, 49 habitants sur 100 sont abonnés à la téléphonie mobile, 46 % de la population ont accès au réseau mobile 3G et 29 % sont abonnés au réseau mobile à large bande. Pour la CEEAC, 73 habitants sur 100 ont accès à un téléphone mobile et 26% des habitants au réseau mobile actif à large bande, avec une couverture régionale de 47% pour la 3G. Seuls 10 % des foyers de la CEEAC ont accès à un ordinateur et à l'internet. On ne peut donc pas surestimer l'importance d'accélérer la numérisation. Dans ce contexte, la région de l'Afrique centrale vise à renforcer l'économie numérique et s'efforce de rassembler les efforts de la région vers la transformation numérique. Ainsi, la 35^{ème} session du Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique centrale (CIE), qui s'est tenue à Malabo, en Guinée Equatoriale du 23 au 27 septembre 2019, a porté sur le thème "Transformations numériques et diversification économique en Afrique centrale : enjeux, défis et opportunités". L'importance du secteur privé dans le renforcement de la transformation numérique a été soulignée. En fait, certaines des recommandations clés qui ont été formulées étaient que le secteur privé s'engage dans la transformation numérique afin de pérenniser et développer ses activités et de saisir les immenses opportunités offertes par les technologies numériques pour développer de nouveaux produits et services et pour réaliser des projets d'industrialisation et bénéficier des avantages combinés de l'économie numérique et de la ZLECAf.

Il est certain que le commerce électronique et le rôle du secteur privé sont essentiels pour stimuler le commerce intra-africain dans le cadre de la ZLECAf. Cependant, il est important pour les États membres de la CEEAC et le continent dans son ensemble, de comprendre les défis et les opportunités du commerce électronique pour profiter pleinement des perspectives créées dans le contexte de la ZLECAf. C'est dans ce contexte que la Commission économique pour l'Afrique

² United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) (December 2018), Rapid e-Trade Readiness Assessment of Least Developed Countries.

³ African Development Bank Group (June 2019). Central Africa: Regional Integration Strategy Paper 2019-2025.



Projet financé par
l'Union européenne



(CEA), en collaboration avec la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) se propose d'organiser un webinaire sur le thème "Maximiser le commerce intra-africain dans le contexte de la ZLECAf : le rôle du commerce électronique et du secteur privé".

2. Objectifs du webinaire

L'objectif général de ce webinaire est de fournir une plate-forme pour les secteurs privés afin d'examiner comment le commerce électronique et les secteurs privés des États membres de la CEEAC peuvent jouer un rôle central dans le renforcement du commerce intra-africain dans le contexte de la ZLECAf.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Partager l'état actuel de la ZLECAf ainsi que les implications pour l'agenda du commerce électronique du continent, et les implications pour les États membres de la CEEAC ;
- Discuter comment le marché du commerce électronique progresse dans les pays membres de la CEEAC en termes de développement du marché, de la concurrence, de potentiel de croissance et de défis ;
- Explorer le rôle du secteur privé dans le développement du commerce électronique et dans l'avancement du commerce intra-africain dans le contexte de la ZLECAf.

3. Résultat attendu

Le résultat attendu du webinaire est de mieux informer le secteur privé d'Afrique centrale et de la CEEAC sur la manière dont la ZLECAf, par le biais du commerce électronique, peut offrir à chaque pays une occasion unique de produire et de vendre à très grande échelle.

4. Participation

La participation au webinaire est ouverte au :

- Représentants des organismes nationaux de développement (autorités d'investissement; agences nationales pour l'emploi)
- Secteur privé
- Organismes public-privé (chambres de commerce et d'industrie ; chambres d'agriculture)

5. Mise en place du webinaire

- **Le webinaire sera animé par** : Mme Aissatou Diallo, Administrateur principal de portefeuille Afrique de l'Ouest et régions de l'océan Indien, Point focal de la ZLECAf, Centre du commerce international.

- **Remarques d'ouverture 10 min** : (M. Antonio Pedro, Directeur du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA).



Projet financé par
l'Union européenne



- **Orateur 1 (20 min) : Statut et opportunités de la ZLECAf pour les pays de la CEEAC** (M. Malick Mamadou Bal, Economiste au Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA).
- **Orateur 2 (20 min) : Défis et opportunités du commerce électronique pour la région de la CEEAC dans le contexte de la ZLECAf** (M. Giuseppe D Aronco, Economiste au Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA).
- **Orateur 3 (20 min) : e-Commerce et commerce des services** (Mme Angela Ndambuki, Directrice régionale pour l'Afrique subsaharienne de l'IFPI).
- **Orateur 4 (20 min) : Préparation du secteur privé au commerce électronique : principaux défis** (M. David MUDILO, Expert en technologies de l'information pour le développement, Cofondateur de la plateforme de commerce électronique WENZE.cd et de Konnect SAS Cabinet de consulting en développement économique).
- **Discussions (30 min).**
- **Remarques de clôture (10 min).**

- **Format du webinaire : Présentation suivie de questions et réponses.**

- **Durée : 2 heures.**

- **Plate-forme :** KUDO Plate-forme, avec interprétation français/anglais/portugais.

6. Contact

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Mme Mahlet Girma à girma6@un.org et M. Mamadou Malick Bal à balm@un.org